

Document

Le CCI-POI dans ses œuvres ou comment perdre son temps en ayant l'impression du contraire.

Ci-dessous un document du CCI-POI qu'un camarade m'a envoyé. Mon intervention est en bleu entre guillemets.

J'ai corrigé au passage les fautes de frappe et je l'ai un peu ventilé en mettant un espace entre les paragraphes car c'était un boulet indigeste à lire, je parle dans la forme, je vous laisse jugez librement son contenu.

Note du secrétariat aux membres de la DN et du Plénum du CCI - 10 février 2009

Entre deux CP et à dix jours du Plénum des 21 et 22 février, le secrétariat a jugé nécessaire ce bref échange avec les directions du CCI.

1- Plein succès pour le meeting du POI du février...

Les camarades se reporteront au compte rendu qui en est fait dans Informations ouvrières, et peuvent, d'ores et déjà, se reporter aux photos qu'ils trouveront sur le site du POI. Participation, massive, enthousiaste...

(Manœuvriers, faussaires, 4.000 participants, à peine le nombre d'adhérents du POI sur la région parisienne, peut-être moins encore ! Un échec cuisant de plus pour les dirigeants du CCI-POI serait plus proche de la vérité.)

Bref, nous voudrions concentrer ici sur un aspect majeur : l'orientation de front unique résolument formulé dans le discours de clôture du meeting et repris dans les trois documents dont le POI dispose aujourd'hui (la note aux comités départementaux du POI, la lettre adressée aux 5 « partis de gauche » et le tract de masse qui accompagne l'ensemble).

(Le front unique, ils n'ont que ce mot-là à la bouche les révisionnistes !)

Devant l'avalanche de licenciements qui frappe toutes les régions, nous amplifions la bataille politique — sans mettre aucun préalable — pour la réalisation de l'unité dans l'organisation d'une « marche unie » pour l'interdiction des licenciements.

(Qui ne concernera manifestement pas l'ensemble du prolétariat, les 5 millions de fonctionnaires en sont déjà exclus !)

C'est le sens de la lettre que nous adressons au PCF, au PS, au PG, à LO et au NPA.

(Au PS, vous avez bien lu... qui est engagé au côté de Sarkozy, qui applique sa politique dans les conseils généraux, etc. ! C'est cela un parti ouvrier « indépendant » !)

Lisez-la avec attention, discutons-la dans les instances du CCI, afin que les trotskystes, conformément à leur adhésion de principe à la stratégie de front unique ouvrier, engagent toutes leurs forces pour aider les instances locales et départementales du POI à mobiliser tous les adhérents sur l'axe défini par le secrétariat permanent du POI.

(Ils en connaissent plus décidément que ce principe qui employé sans discernement se retourne en son contraire. Et cela fait 60 ans que cela dure ! Il y a parfois des « adhésion de principe » qui sont mortels, politiquement j'entends, méfiez-vous !)

Un acquis de ce meeting : la prise de position de militants et de responsables (tel que Jean-Jacques Karman) pour la constitution d'un « comité national pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements » qui ont indiqué qu'ils s'adresseraient à la direction de leur parti en ce sens.

Afin d'aider à peser dans ce sens, nous n'attendons pas et nous élaborons la façon dont nous pouvons constituer au plus vite — en rapport avec la situation intolérable au plan local — des comités locaux pour la marche unie. Les possibilités sont immenses, il nous revient de les révéler par notre intervention audacieuse en nous saisissant du matériel sorti.

(Une révélation effectivement : comment transformer une situation politique favorable au prolétariat sans formuler la moindre issue politique ? Réponse : impossible ! Quel opportunisme !

A bas Sarkozy le représentant du capitalisme ! Il est vrai que c'est difficile à dire. A bas les institutions de la Ve République au service du capitalisme ! Trop compliqué en apparence pour les masses.)

2- Les développements de la situation appellent, comme jamais, la mise en œuvre d'une telle stratégie.

(Comme jamais, jamais, jamais... ! Ils confondent toujours tactique et stratégie.)

D'abord et avant tout, la secousse du 29 janvier reste l'élément marquant de la situation. Que la décision des 8 organisations syndicales — qui vient de tomber — d'organiser, dans un mois, une nouvelle journée le 19 mars s'inscrive dans une tentative de canaliser l'aspiration des masses à se rassembler contre la politique de ce gouvernement sur le terrain de la position commune du 5 janvier est indiscutable. (Qui était entre nous une belle saloperie rédigée par... Chérèque ! Mais au CCI on n'est plus à cela près depuis longtemps !) Que Sarkozy saisisse à son tour la perche pour engager des discussions bilatérales avec les 5 confédérations en vue de préparer le balisage du 18 février, ne l'est pas moins. (C'était prévisible, même obligatoire étant donné le contexte, quelle perspicacité !) Et pourtant, en haut, l'inquiétude grandit.

Les derniers rebondissements de la grève générale en Guadeloupe font irruption au cœur même de la situation française. « A n'en pas douter — s'affolent, les Echos — une forte augmentation générale des salaires (...) ferait aussitôt tâche d'huile (...). Elle fournirait aux syndicats nationaux une revendication en béton. » (Comme si les dirigeants pourris des syndicats allaient s'en saisir, c'est vrai qu'ils ne pensent plus qu'aux intérêts des travailleurs que suis-je bête !)

D'où l'extrême nervosité du président de la République qui selon *Le Parisien*, aurait brutalement désavoué son Premier ministre pour sa « gestion calamiteuse » du dossier. (Normal, ils sont dans une merde noire ! Même cela le CCI ne peut pas le dire, n'ose pas le dire. Demandez-vous pourquoi)

De la Guadeloupe à la grève de l'Université, il n'y a qu'un pas.

A quelques heures de la manifestation des universités, c'est une certitude : des dizaines de milliers d'enseignants-chercheurs, d'étudiant vont déferler cet après-midi pour exiger, dans l'unité, le retrait du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs et le retrait du projet de « masterisaion » de la formation des maîtres.

Dans la journée d'hier la mobilisation s'est considérablement amplifiée.

Dans des universités parisiennes qui rentraient hier de congés, la grève illimitée a été massivement votée comme à Paris-10 Nanterre ou Paris-8 Saint-Denis.

Cette mobilisation entraîne une crise de toutes les institutions. (C'est reparti, ils vont nous ressortir que les institutions de la Ve république sont à l'agonie, on entend cela depuis 50 ans ! Cela vous arrive parfois d'évoluer un peu ?) Hier, lundi, la Conférence des doyens de Droit a mis en minorité son président et s'est prononcée pour le retrait du projet de décret.

Neuf présidents d'Université réunis hier se sont également prononcés pour le retrait.

Cette situation nourrit la crise qui s'approfondit au sommet de l'Etat. Hier, en début de soirée, Péresse annonce le report d'un an du décret. Puis, un quart d'heure après, elle rectifie sur l'AFP en indiquant que sa « langue avait fourché » et que le décret s'appliquerait à la rentrée de 2009 mais qu'une médiatrice, nommée par elle, était chargée des consultations pendant deux mois pour « retravailler » le décret.

Plus que jamais, l'exigence : « Ni négociable, ni amendable : retrait du projet de décret ! » rassemble enseignants et étudiants.

(En fait de rigueur sur les principes, les dirigeants du CCI n'en connaissent plus qu'une sorte : ceux qui se rattachent uniquement à la défense des revendications démocratiques bourgeoises, quant à ceux sur la question politique du pouvoir : à la trappe !)

Quant au coup de pouce de plus de 8 milliards pour venir en aide au secteur automobile et aux conditions faites par le gouvernement aux patrons de ne pas licencier, *Les Echos* vendent la mèche : « *Renault ne fera pas de plan social en 2009, il est en train de boucler un plan de départ de près de 6 000 personnes annoncé en juillet (...). Quant à Streiff (PSA) il ne serait pas mécontent s'il arrivait à dépasser d'ici cet été les objectifs de son plan de départ volontaire de 3 550 personnes en France... »*

Donc, conclut le journal : « *Si vous voulez (en plus) fermer une usine, faites-le ailleurs »* en particulier en République tchèque.

Conclusion de JC Junker : « *L'Europe fonce dans le mur ! »*

Au fur et à mesure où la crise des sommets s'approfondit, l'exigence de rassembler toutes les forces politiques se réclamant de la classe ouvrière autour de la seule protection dont puissent bénéficier les travailleurs grandit.

(La « *seule protection* » dont peuvent bénéficier les travailleurs ou plutôt qu'ils sont en droit d'espérer, ne pourra leur être fournie que par leur mobilisation révolutionnaire qui aboutirait à la constitution de leurs propres organismes politiques de pouvoir et un gouvernement ouvrier révolutionnaire à leur service.)

3- Le combat pour la réalisation du front unique exige en toutes circonstances et simultanément la construction d'un solide parti ouvrier indépendant.

Les trotskystes sont aux avant-postes de la bataille pour le renforcement des instances du POI, pour son organisation et son déploiement.

Les directions régionales du CCI ne peuvent tolérer la moindre désinvolture dans ce domaine. Or des départements de plus de 50 adhérents POI 2008 n'ont centralisé aucune carte 2009 au secrétariat du POI. Il s'agit du 06, du 30, du 43, du 49, du 54, du 66, du 71, du 72, du 74.... (Les points de suspension indiqueraient-ils que la liste n'est pas close ?)

Parmi les départements comptant une vingtaine de cartes 2008 n'ayant pas centralisé de cartes 2009, il y a le 07, le 15, le 19, le 20, le 26, le 56, le 81, le 85, le 87... (*idem.*)

Et, tout cela, se relie au retard dans la rentrée des timbres et de la centralisation de la campagne financière (le 1^{er} des 5 mois étant écoulé)... Il est demandé, d'urgence, aux instances du CCI de se pencher sur le problème et d'agir de façon à ce que, dans le cadre des instances du POI, toutes les cartes remontent au plus vite au secrétariat national.

(Camarades du CCI résistez à l'activisme qui vous use en pure perte sans le moindre résultat depuis des lustres, refusez de servir plus longtemps une politique opportuniste qui vous conduira forcément dans une impasse comme ce fut toujours le cas dans le passé.)

4-Nous préparons le Plénum. Nous demandons aux membres du Plénum de préparer un rapport sur les points suivants (et de les communiquer au secrétariat) :

- I -

- Un état sur la mise en place des instances du POI intégrant les 3 paramètres : cartes, timbres et campagne financière, un jugement en tant que trotskyste — dont c'est un objectif majeur — sur les problèmes rencontrés et les mesures engagées pour leur règlement. Et concernant les rassemblements de province, quelles réflexions sur leur préparation avez-vous faites après le meeting de la RP ?

(Cartes, timbres, campagne financière, abonnements, il n'est question que de fric, quelle horreur !

Et la formation des militants qui ont toujours un niveau théorique aussi misérable au bout de 20 ou 30 années passées à militer comme des forçats au sein du CCI, cela vous arrive-t-il d'y penser ? Apparemment non, ils s'en foutent, cela ne rapporte rien à l'appareil, à leur boutique)

- Dans ce cadre, votre jugement sur la mise en place des comités de diffusion d'Informations ouvrières (intégrant l'organisation des prises d'Informations ouvrières), l'état de la vente et la progression décidée dans les instances du POI pour atteindre la vente de 15 000 Informations ouvrières en juin. ([idem](#))

- II -

- Un état de l'AJR après son CN et des problèmes que vous rencontrez pour sa mise en place afin de les inscrire dans la discussion sur l'orientation générale que nous adopterons comme direction.

- La transmission du contrat global 2009 adopté par les unités du CCI.

- Les dispositions d'ores et déjà envisagées pour organiser la prise en charge de la préparation du 7^e Congrès mondial de la IVe Internationale (intégrant mise en GER, CEM et le fonds spécial 7^e congrès).

(La mégalomanie au galop. Je comprends pourquoi des membres du CCI me traitent régulièrement de mégalomane, ils doivent penser que tous les militants leur ressemblent.)